

# Les Allobroges de la Drôme

Les Allos internet - Numéro 254

jeudi 16 janvier 2014

## Au Pacte de responsabilité du Président Hollande

### Pierre Laurent, Secrétaire national du Parti Communiste propose

#### UN PACTE DE SOLIDARITE

Le Pacte de Responsabilité du Pt Hollande avec de nouveaux cadeaux au patronat, des coupes drastiques dans les services publics, des réformes structurelles et institutionnelles, c'est un dynamitage en règle du modèle social et républicain français.

En proposant la fin de la cotisation patronale pour la politique familiale c'est répondre à une vieille exigence de classe du MEDEF et un nouveau cadeau de 30 milliards d'euros au patronat après les 20 milliards du CICE. Et ce sans aucune contre partie. P. Gattaz, Président du MEDEF, ne vient-il pas de déclarer « Un million d'emplois c'est un projet, c'est un objectif mais ce n'est pas un engagement juridique que nous prenons. Nous nous engageons sur une mobilisation pas sur des résultats ».

Dans un déclaration commune, quatre grandes centrales syndicales – CGT, CFDT, UNSA, FSU- interpellent « solennellement les responsables économiques et politiques pour que soient apportées des réponses pour favoriser l'emploi privé et public, pour une plus grande justice sociale en matière de pouvoir d'achat et de fiscalité et pour l'engagement de la France en faveur d'un plan européen pour l'investissement, la croissance durable et des emplois de qualité proposé par la Confédération Européenne des Syndicats (CES).

La veille, Pierre Laurent, en présentant ses vœux a proposé « une autre voie, un autre pacte aux Françaises et aux Français. A toutes celles et ceux qui, ayant pris conscience du fiasco ou dont les doutes s'amplifient chaque jour, je tends la main et je dis : travaillons à autre chose sans tarder, travaillons à une politique de gauche qui saura allier justice sociale, nouveau modèle productif, transition écologique et nouvelle ère démocratique. »

« Soyons solidaire ! Au-delà de nos différences, de nos débats, nous qui voyons venir le pire sans nous y résoudre, travaillons ensemble à un pacte de solidarité ».

« Ce pacte en quoi pourrait-il consister ? En un cap politique, d'abord, pour tracer les grandes lignes d'une politique alternative à gauche. En une méthode ensuite, celle qui consiste à rassembler au-delà de nos différences quand l'essentiel nous unit : sauver la France, sauver la gauche ! »

La Rédaction



#### Sommaire :

- Page 1 ► Edito
- Page 2 ► Pétition citoyenne
- Page 3 ► Centres de santé et sécurité sociale / Logement
- Page 4 ► PMA / Violences faites aux femmes
- Page 5 ► Boycotte des marques Unilever
- Page 6 ► Loi d'amnistie pour les syndicalistes
- Page 7 ► Pour l'amélioration du service public ferroviaire
- Page 8 ► Une victoire qui en appelle une autre
- Page 9 ► Manifestation pour le don du sang
- Page 10 ► En 2014 mobilisons-nous pour renforcer la Gauche européenne
- Page 11 ► Contre le dumping social / Une réforme de la PAC sans ambition
- Page 12 ► Pour 2014 : Des vœux de résistance, fraternité et solidarité!
- Page 13 ► Histoire : la conférence de Wansee
- Page 14 ► Au cinéma, vive l'exploitation indépendante !
- Page 15 ► La novlangue 2014
- Page 16 ► Agenda

# PÉTITION CITOYENNE

A l'initiative de Solidaires, Attac, Fondation Copernic, UFAL, Economistes atterrés, Femmes Egalité, Les Effronté-e-s, MNCP, Mpep, Front de Gauche (PG, PCF, Ensemble, PCOF, GU, R&S), Résistance Sociale

<http://www.stop-tva.fr/>

**PETITION CITOYENNE**  
**J'AGIS MAINTENANT!**

**+400€/an\***



- *Parce que la TVA est l'impôt le plus injuste*
- *Parce que la hausse de la TVA prévue en janvier servira à financer les cadeaux fiscaux au patronat*
- *Parce qu'elle amputera le pouvoir d'achat des familles qui n'y arrivent déjà plus...*

\* *Hausse moyenne des prix pour une famille de 4 personnes!*

**J'exige l'ANNULATION  
de la hausse de la TVA !**

*Pour une fiscalité plus juste, plus redistributive,  
qui taxe le capital et les transactions financières!*

Portez la à la connaissance de vos collègues de travail, de vos amis, de vos contacts, etc..

Pour ceux et celles qui n'ont pas Internet, elle peut être imprimée et signée comme une pétition.

A nous renvoyer: **Les Allobroges**  
**10 rue Servan**  
**26000 VALENCE**

## Centres de santé et Sécurité Sociale

Les centres de santé sont une belle réalisation au lendemain de la guerre, à Romans, à l'initiative des organisations syndicales ouvrières de salariés unies. Le personnel soignant et les employés sont compétents et dévoués. Les centres de santé doivent être défendus. Seront ils évoqués lors de la campagne pour les élections municipales?

Rappelons qu'au lendemain de la guerre fut mise en place la Sécurité Sociale et que les élections de ses conseils d'administration avaient lieu, à la proportionnelle, les salariés et les représentants patronaux proposant chacun leur liste.

Rappelons également que fut instauré le ticket modérateur laissant une part des dépenses santé à la charge des assurés sociaux, la FRANCE était alors dans une situation difficile à cause de la guerre. Mais ce ticket modérateur devait disparaître, une fois la situation redevenue normale, les dépenses santé prises alors en totalité en charge par la Sécurité Sociale.

Qu'en est il aujourd'hui, quand les différents gouvernements de la cinquième république, de Droite ou à majorité Socialiste, ont été et sont plus attentifs aux intérêts du capitalisme qu'à ceux des travailleurs.

Maurice FAURE

## Logement /

*Le "dégel" de l'APL reporté au mois d'octobre 2014 :  
une honte et une flagrante injustice !*

À la fin de l'année 2013, les associations de défense des locataires et l'association des élus communistes et républicains (l'ADECRA) avaient bataillé ferme contre le gel de l'APL et des aides au logement. En effet, nous estimions qu'il était totalement inapproprié et injuste de faire des économies sur les dos des familles modestes quand tant d'argent coule à flot parmi

Puis, la nouvelle vient de tomber : c'est au 1<sup>er</sup> octobre 2014 que ces revalorisations auront lieu à hauteur de 0,9% (référence IRL 3<sup>ème</sup> trimestre 2013). Neuf mois de gagner sur le dos des familles les plus défavorisées. Inacceptable ! Si la revalorisation des aides au logement se fera donc avec 9 mois de retard, la hausse des loyers et de la TVA, c'est maintenant, au



les patrons du CAC 40. Ces actions avaient, dans un premier temps, obligé le gouvernement à reculer. L'APL et les aides au logement devaient être augmentées au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

1<sup>er</sup> janvier 2014. Le Parti Communiste tient à dénoncer ce report de 9 mois qui va aggraver la situation de nombreuses familles déjà dans les difficultés.

## **LE GOUVERNEMENT ENTERRE SES PROMESSES SUR LA PMA.**

La Ministre déléguée à la famille, Dominique Bertinotti, a confirmé un recul attendu. L'ouverture de la procréation médicalement assistée (PMA) aux couples homosexuels sera absente du projet de loi sur la famille.

**« Le gouvernement ne doit pas céder sur l'égalité »**

La procréation médicalement assistée est un droit réservé aux couples hétérosexuels dont l'extension aux couples de femmes vient d'être enterrée par le gouvernement. Ce renoncement est un coup porté au droit des femmes et à l'égalité entre les couples homosexuels et hétérosexuels.

Prévu initialement dans la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe, la PMA a d'abord été reportée pour figurer dans la loi sur la famille. Céder sur cette question reviendrait à donner l'impression d'un signe d'encouragement aux forces les plus réactionnaires qui ont choisi ce sujet comme fonds de commerce.

Nous refusons de céder sur l'égalité, et demandons au gouvernement de revenir sur sa décision. C'est pourquoi nous participerons au rassemblement qui aura lieu ce soir devant le Ministère de la Famille ».

*Ian Brossat, président du groupe PCF/PG au Conseil de Paris, responsable national de la Commission du PCF LGBT  
Laurence Cohen, Sénatrice du Val de Marne, responsable nationale de la Commission du PCF Droits des femmes  
Jean Luc GIBELIN, responsable national de la Commission du PCF Santé Protection sociale*

### **L'INTER-LGBT qui rassemble 60 associations :**

« Nous souhaitons encore une fois souligner que l'ouverture de la PMA à toutes les femmes, lesbiennes, bi , trans ou hétéros, ainsi qu'une réforme de la filiation sont les conditions indispensables pour que l'ensemble des familles de France puissent enfin avoir les mêmes droits »

Le 6 janvier des centaines de militants se sont rassemblés à Paris à l'appel de l'Inter-LGBT, du PCF, du PG et d'EELV. « Ne pas autoriser la PMA, c'est laisser persister une lourde discrimination. Nous mènerons le combat pour l'égalité jusqu'au bout » a prévenu Ian Brossat.

## **MALGRÉ DE GROS EFFORTS DE SENSIBILISATION, LES VIOLENCES ENVERS LES FEMMES NE DIMINUENT PAS.**

Dans le cadre du 25 novembre, journée internationale pour l'éradication des violences faites aux femmes, le Collectif égalité femmes-hommes de Valence a organisé une journée d'échanges sur ce thème avec des interventions de spécialistes dans le domaine : des avocat-e-s, un policier, une représentante du CIDFF qui travaille dans les gendarmeries, un médecin, une psychologue. Odile Schwerz-Favrat a parlé du travail fait par Femmes en Luth auprès de femmes immigrées qui ont subi des violences dans leurs pays .

Les interventions étaient suivies d'une conférence du docteur Alain Javay, psychomotricien, thérapeute en criminologie, "Comment naissent les violences conjugales ? Problématique de l'emprise" .

Le docteur Javay a expliqué les origines des violences, les types de violences et les conséquences. Il a décrit son travail avec les auteurs des violences .

Les échanges avec la salle étaient très intéressants .

La journée était riche et a démontré une volonté de la part des instances de combattre le fléau des violences .

Le Collectif égalité a préparé une plaquette destinée à orienter les femmes victimes de violences vers des structures d'accueil et de conseil. Elle est disponible à la mairie ou chez Femmes solidaires, (04 75 43 03 10).

**Linda Sherwood**  
**Femmes solidaires, membre du Collectif égalité**



---

## POUR UNE NOUVELLE JOURNÉE NATIONALE DE BOYCOTT DES MARQUES UNILEVER LE SAMEDI 18 JANVIER 2014

Le Comité national de soutien et de lutte aux Fralib à partir des nombreuses initiatives qui se sont développées par de nombreux associations, syndicats, partis politiques, personnalités et élus locaux, départementaux, régionaux et nationaux, collectivités territoriales, comités d'entreprise et organismes équivalents, organise une nouvelle journée nationale le samedi 18 janvier 2014 de boycott de tous les produits d'UNILEVER pour exiger :

Le maintien de l'activité et des emplois à Gémenos. La cession de la marque Eléphant et des volumes de productions. Que le Groupe UNILEVER assume pleinement ses responsabilités en créant les conditions de la mise en œuvre du projet alternatif porté par les salariés et leurs représentants consistant au redémarrage de l'entreprise en SCOP (Société Coopérative et Participative).

Toutes les marques du Groupe UNILEVER sont identifiables avec ce logo :



André CHASSAIGNE  
Député Communiste (63)

Olivier LEBERQUIER  
Secrétaire du syndicat CGT

Jocelyne HACQUEMAND  
Secrétaire de la FNAF-CGT



## LE VOTE D'UNE LOI D'AMNISTIE POUR LES SYNDICALISTES

Alors que le Président de la République et le gouvernement se réfèrent en toutes occasions au dialogue social, les atteintes aux libertés syndicales et les tentatives de criminalisation des activités syndicales se multiplient.

La semaine dernière, nous nous sommes élevés contre l'acharnement du procureur de Lyon contre **les cinq de Roanne** pour leur refus de prélèvement ADN.

**Pour la liberté d'expression**  
**Amnistie**  
des syndicalistes et des militants associatifs

**MEETING**

**Pierre Laurent** sénateur de Paris  
Témoignages d'élus-e-s et de militant-e-s

**Lundi 25 février**  
18 h  
Théâtre Déjazet  
41, Boulevard du Temple  
75003 Paris  
M° République

**RASSEMBLEMENT**

**devant le Sénat**

**Mercredi 27 février**  
13h  
Place Paul Claudel  
75006 Paris  
M° Luxembourg

PCF  
FRONT

L'Huma du 9 janvier, nous informe que Pierre Coquan, secrétaire général de l'Union départementale CGT du Rhône et Michel Catelin, membre du bureau de l'Union locale CGT de Villefranche sur Rhône étaient convoqués par la Cour d'appel de Lyon pour ne pas avoir déclaré en Préfecture une distribution de tracts en août 2010. Alors qu'ils avaient été relaxés par le tribunal correctionnel de Villefranche en novembre 2012, ce dernier estimant que contrairement à une manifestation, une distribution de tracts ne nécessitait pas de déclaration préalable.

*1500 militant-e-s de la CGT ont accompagné les deux dirigeants de la CGT jusqu'à l'entrée de la cour d'appel*

Le syndicat CGT de La Métallurgie nous communique un tract de la CGT Valéo d'Issoire :

« La Cour d'appel de Riom, dans sa grande sagesse, avait prononcé et confirmé le 5 novembre 2013, l'annulation de la mise à pied à l'encontre de Fabrice Fargeot.

Valéo, plutôt que de se consacrer aux préparatifs du réveillon de fin d'année, a décidé de se pourvoir en cassation pour tenter de faire annuler le jugement de la Cour d'Appel.

Cet acharnement organisé et orchestré contre notre camarade est la suite logique de Valéo pour affaiblir un militant syndical, et par-dessus tout, pour tenter d'affaiblir l'un des derniers remparts efficaces et démocratiques qu'est la CGT face au rouleau compresseur néo-libéral et destructeur que représente Valéo.

Nous ne pouvons accepter cette situation de déni, ni l'expression de cet acharnement judiciaire à l'encontre d'un militant qui lutte pour ses idées.

Toute la CGT sera une nouvelle fois présente pour soutenir Fabrice devant la Cour de Cassation à Paris. »

**Plus que jamais, il est urgent de se mobiliser pour obtenir le vote, par l'Assemblée nationale, d'une loi d'amnistie pour les salariés inquiétés pour des actions militantes.**



# TRANSPORT

## POUR L'AMELIORATION DU SERVICE PUBLIC FERROVIERE!

L'année 2014 débute de façon incertaine pour le service public ferroviaire. En effet, le budget de l'entreprise publique SNCF, présenté fin 2013, donne comme priorité le développement des filiales du groupe SNCF et amplifie sa politique de rigueur et d'austérité à l'intérieur de l'Etablissement Public Industriel et Commercial de la SNCF. Cela se traduit par une suppression drastique de cheminots au statut, par une restriction des services aux usagers (suppression de guichets, de personnels à bord des trains et dans les gares, etc.). Et encore plus grave, l'annonce de projets de fermeture de nombreuses lignes ferroviaires que la SNCF juge non rentables. Pas moins de cinq milles kilomètres de voies ferroviaires seraient concernées dans un premier temps.

Pour notre secteur, la ligne desservant la vallée de la Drôme, Livron, Aspres sur Buech, en ferait partie.

Déjà, syndicats de cheminots, associations de défense du ferroviaire dénonçaient la politique désastreuse menée par la SNCF et gérée par son Président Guillaume PEPY, comme une entreprise privée avec comme seule feuille de route: la rentabilité et le profit!

Déshumaniser les gares, les trains, remplacer les trains par des cars n'amélioreront en rien le service public ferroviaire et remet en cause l'aménagement du territoire.

Egalement, les horaires inadaptés, le matériel vétuste et l'infrastructure peu entretenue découragent les citoyens d'utiliser le rail comme moyen efficace de transport. Et la SNCF a la fâcheuse tendance à faire reposer la responsabilité sur les autorités organisatrices (les régions) et les cheminots. La SNCF menace de fermeture certaines relations ferroviaires si les conseils régionaux ne financent pas les surcoûts.

Cette politique est légitimée par un gouvernement peu enclin à mettre en œuvre les décisions du Grenelle de l'environnement par un rééquilibrage indispensable entre les mode de transport, par un rejet de la libéralisation des chemins de fer prônée par la Commission Européenne et par les économies faites par la SNCF sur le dos des cheminots et des usagers du rail.

Dans ce climat d'ouverture à la concurrence, les citoyen (e)s condamnent l'engouement de la SNCF au désinvestissement humain, physique et matériel.

Ce n'est pas la concurrence aux relations nationales voyageurs qui ouvrira ou reprendra des ligne négligées et abandonnées.

Les derniers évènements locaux sur la relation Livron - Aspres nous confirment nos craintes en matière de service public. Privatisation des travaux, précarisation des métiers de cheminots aboutissent à un délaissement de ces lignes, pourtant stratégiques pour la desserte locale des alpes du Sud.

Le Fédération PCF Drôme soutient les cheminots, les syndicats et les associations défendant le service public ferroviaire avec des moyens humains, physiques et matériels correspondant au besoin de développement des lignes ferroviaires traversant le département ainsi que le rééquilibrage des modes de transport.

La SNCF et le gouvernement doivent faire respecter les orientations de la Loi d'Orientation des Transports Intérieurs pour que l'accessibilité des citoyen (e)s et des transporteurs Fret soit respectée.



Pascal GIRARD

# SNCM-CMN

## Une victoire qui en appelle d'autres

Après huit jours d'une grève fortement suivie, les salariés de la SNCM et de la CMN ont voté la reprise du travail en ayant obtenu des engagements forts du Gouvernement pour lutter contre le dumping social et moderniser la flotte des navires de la compagnie.

Désormais, sur propositions de la CGT, tous les salariés d'une compagnie maritime, quelle que soit leur nationalité, qui travailleront entre deux ports français, bénéficieront du droit du travail français.

C'est une sacrée victoire sur la déréglementation sociale en vigueur dans le secteur du transport maritime.

Elle doit engager le Gouvernement français et l'Europe à aller beaucoup plus loin afin d'en finir avec le dumping social et fiscal organisé et définir un socle social de haut niveau qui garantisse l'égalité de traitement entre les salariés, quels que soient leur origine et leur statut, dans tous les secteurs d'activité.

La CGT salue également l'annonce de la construction dans un premier temps de deux navires pour la SNCM qui permet de donner de la visibilité quant à l'avenir de la compagnie et d'ouvrir des perspectives nouvelles pour les chantiers navals de Saint Nazaire.

Elle sera très attentive quant au respect des engagements pris par le Gouvernement.

La CGT félicite l'engagement et la détermination des salariés dans cette grève.

Par leur lutte, les salariés de la SNCM et de la CMN démontrent qu'il est possible d'imposer d'autres choix que la mise en concurrence entre les salariés qui se fait au détriment de l'emploi et des droits sociaux.

Dans un contexte où les plans sociaux se multiplient, où de plus en plus de salariés se retrouvent exclus du travail, où les inégalités se creusent, où la pauvreté progresse, où patronat et gouvernement espèrent imposer une baisse significative du coût du travail, ils adressent à l'ensemble du monde du travail un formidable encouragement pour développer des mobilisations gagnantes.

La CGT appelle donc à amplifier le débat avec les salariés dans toutes les entreprises afin de construire les mobilisations unitaires indispensables et préparer une journée interprofessionnelle d'action de haut niveau le 6 février 2014 pour imposer d'autres choix.

Montreuil, le 10 janvier 2014

## Santé, médicaments dérivés du sang : LFB, un laboratoire public en danger

Le LFB (Laboratoire du Fractionnement et des Biotechnologies) est un établissement public. Il produit les Médicaments Dérivés du Sang (MDS) en "fractionnant" par lots les poches de plasma sanguin issu des dons de sang bénévoles que lui cède l'EFS (Établissement Français du Sang). Le LFB a, de par la loi, le monopole de la fabrication "éthique" des MDS qui sont fournis et prescrits exclusivement dans les établissements hospitaliers à 500 000 malades en moyenne/an.

Contrairement aux « produits sanguins labiles » (concentrés de globules rouges, plaquettes, plasma thérapeutique) délivrés par l'EFS, **les MDS relèvent du champ du médicament et sont donc soumis à la mise en concurrence par appel d'offre des hôpitaux.** Ainsi, le LFB qui a le monopole de la fabrication des MDS en France à partir du plasma sanguin des donateurs bénévoles collectés par l'EFS, est en concurrence avec des multinationales privées étrangères qui cassent les prix en France pour éliminer ce rival et imposer leurs tarifs dans un deuxième temps. Elles sont présentes actuellement dans le reste du monde avec des marges supérieures.

Le LFB qui a perdu près de 50% de l'approvisionnement de nos hôpitaux voit son activité déséquilibrée. La part de marché du LFB pour la cession des immunoglobulines, médicament particulièrement important pour son équilibre financier, vient de passer sous la barre historique des 50%. Le bilan 2011 a été, pour la première fois négatif avec 6,5 millions d'euros de perte. Il a dû mettre en place un plan de réorganisation en supprimant 35 emplois dans ses équipes de Recherche et Développement (R&D) secteur pourtant crucial pour préserver son avenir face à la concurrence. Avec ce recul de la présence du LFB dans les hôpitaux, c'est autant de dons bénévoles éthiques collectés par l'EFS qui ne bénéficient pas à nos malades.

**La France est le seul pays développé à déclarer les "suspensions" de Maladie de Creutzfeldt-Jakob Sporadique (MCJS) alors qu'il y a un consensus international à ne pas le faire. Quand est déclarée une suspicion de MCJS chez un donneur de sang, tout le lot de médicaments pouvant contenir du plasma de ce donneur fait l'objet d'un "retrait" et est détruit.** Chacune de ces destructions a un coût élevé, plus de 5 millions d'euros pour le "retrait" le 4 octobre 2012 par exemple.

**Les fabricants de MDS des autres pays**, de gigantesques multinationales (Baxter, CSL Berhing, Grifols, Octapharma) qui de fait font commerce de l'humain **ne sont pas soumises aux dispositions de retrait**, leurs autorités sanitaires ne déclarant pas les suspicions de MCJS.

Suite aux démarches des organisations de Donneurs de sang, Monsieur le Premier Ministre a chargé un député, Monsieur Oliver Véran d'une mission « filière sang ». Publiée le 26/07/13 le rapport de Monsieur Véran confirme la volonté de préserver le système éthique, il propose de créer une haute autorité de la transfusion et demande de supprimer la « déclaration de suspicion de la MJSs.

**Aussi les associations de donneurs de sang bénévoles demandent à Madame la Ministre qu'elle use de son autorité pour :**

**- A) réunir tous les services et agences concernés (LFB, EFS, DGS, ANSM, INVS, HAS) afin d'aligner les dispositions Françaises sur les pratiques Européennes et supprimer la déclaration de suspicion de MCJS, conformément aux recommandations du rapport IGAS de novembre 2010 ou imposer la même contrainte aux concurrents.**



**- B) demander à l'ANSM de contrôler la conformité éthique de tous les MDS importés et d'exiger la traçabilité des poches de plasma utilisées par les concurrents du LFB dans la fabrication des lots de MDS.**

Le 15 janvier, une délégation a été reçue longuement par Monsieur le Directeur du cabinet du Préfet. Ce dernier les a encouragés à continuer les actions, à reprendre contact avec Monsieur VERAN, et avec les conseillers de Madame La Ministre de la santé.

Rassemblement porteur d'une pétition signée par 4735 personnes



Marie-Christine VERGIAT, Députée Européenne

## En 2014 mobilisons-nous pour renforcer la Gauche européenne



Au seuil de cette nouvelle année, je veux bien sûr vous présenter tous mes vœux pour 2014 sur le plan personnel mais aussi plus largement notamment sur le plan politique.

Je souhaite qu'en 2014, nul n'oublie que c'est ensemble que nous sommes fort(e)s.

Nos différences sont une richesse sur le plan politique comme dans d'autres domaines, sur le plan des idées comme sur le plan organisationnel. Encore faut-il d'abord penser à ce qui nous est commun, à ce que nous voulons construire ensemble. C'est ainsi que nous pouvons rassembler pour porter largement ces alternatives dont nous avons tant besoin en France et en Europe.

Je voudrais illustrer cela à travers un retour sur le Congrès de la Gauche européenne mi-décembre à Madrid en disant d'abord que, pour moi et beaucoup d'autres participants à ce Congrès, ce fut un beau Congrès. Je le dis d'autant mieux que j'étais au Congrès de Paris en décembre 2010 et ai donc pu voir le chemin parcouru.

Deux moments ont été particulièrement forts pour moi.

D'abord, la participation de la Confédération européenne des syndicats via son Président José Ignacio Fernandez Toxo et sa Secrétaire générale, Bernadette Segol. J'ai été frappée par nos convergences d'analyses et la volonté de travailler à des propositions alternatives. C'est un pas positif vers l'organisation du Forum européen des Alternatives qui devrait avoir lieu à l'automne 2014

Ensuite, la remarquable intervention du Vice-Président de Bolivie, Alvaro Garcia Linera, analysant la crise actuelle du capitalisme et ses conséquences, il nous a ensuite « formulé quelques suggestions », valables des deux côtés de l'Atlantique en nous invitant à construire un nouveau sentiment commun, en récupérant le concept de démocratie qui se meure quand elle se limite à sa vision institutionnelle, en récupérant également la revendication de l'universel (idéaux, droits et biens communs) et en nous battant pour une « protection radicale de l'écologie » par une nouvelle relation entre l'être humain et la nature, ceci en lien direct avec la mobilisation des Boliviens sur la reconnaissance de l'eau comme bien commun de l'Humanité.

Le Congrès s'est doté à 78,6% d'une nouvelle présidence collégiale avec Pierre Laurent, Alexis Tsipras, Marisa Matias (Portugal), Maite Mola (PCE), Margarita Mileva (Bulgarie) Diether Dehm (Die Linke) et a décidé à 84 % de proposer la candidature d'Alexis Tsipras à la Présidence de la Commission européenne. La résolution politique générale a été adoptée à 85,3 % et les axes programmatiques assez généralistes pour les élections européennes à 86,4 %.

Enfin, la résolution sur l'écossocialisme présentée par le Parti de gauche et soutenue par le Bloc de gauche (Portugal), l'Alliance rouge et verte (Danemark), Die Linke (Allemagne) et Syriza (Grèce) a obtenu une majorité relative de 47,6 %. Voyons-y un outil de construction à venir notamment avec nos ami(e)s de la Gauche verte nordique plutôt qu'une source de division interne franco-française. Alors haut les cœurs, appuyons nous sur ces travaux riches et vive la Gauche européenne, vive le Front de Gauche.

Marie—Christine VERGIAT  
Députée européenne



## **Contre le dumping social abrogeons la directive détachement des travailleurs !**

**Intervention au Parlement européen le 09/12/2013**

La directive sur le détachement des travailleurs est un danger majeur pour l'avenir de la démocratie sociale dans l'Union européenne. Loin de favoriser une prétendue concurrence libre et non faussée, elle instaure, au contraire, une concurrence déloyale entre les peuples et les systèmes sociaux.

Près de chez moi, à Dunkerque, dans le cadre d'un chantier de terminal méthanier, un appel d'offres estimé à seize millions d'euros devrait être attribué à une société italienne, 25 % moins chère, différence qui se fait sur le montant des cotisations sociales. 75 % des salariés qui pourraient travailler sur le chantier devraient être des salariés détachés dans une région où le taux de chômage oscille entre 15 et 18 %. Cette concurrence ne profite qu'aux affairistes et aux esclavagistes du 21<sup>e</sup> siècle que sont les trafiquants de main-d'œuvre.

Si nous voulons qu'à nouveau les peuples puissent envisager l'Europe autrement que comme une pieuvre qui les asphyxie chaque jour un peu plus, il faut abroger d'urgence cette directive de dumping social et garantir à chaque résident de l'Union un socle de droits sociaux.

## **Une réforme de la PAC sans ambition**

**Explication de vote 21/11/2013**

La politique agricole commune (PAC) représente la politique communautaire la plus ancienne et la part la plus importante du budget de l'UE : 373 milliards pour les 7 ans à venir.

Le budget voté aujourd'hui a néanmoins subi une coupe sévère par rapport au budget précédent (426 milliards). Et ce alors que le milieu agricole est confronté à une crise grave. Les agriculteurs font face aux fluctuations des prix du marché, voient leurs charges exploser et peinent à équilibrer leurs exploitations.

L'argent de la PAC ne permet pas d'enrayer le problème puisqu'il va massivement aux grosses exploitations. 80% des fonds vont à 20% des exploitations. Ce problème a été reconnu lors des négociations. Nous avons proposé qu'une seule exploitation ne puisse pas recevoir plus de 100 000 euros au titre de la PAC. Mais aucun système de plafond n'a été accepté. Aucune solution forte au problème n'a été trouvée.

Ce que nous défendons, et avons revendiqué par des amendements, est : - la stabilisation des marchés, - la rémunération décente du travail des exploitants agricoles par l'assurance de prix stabilisés sur un volume donné de production, - la fourniture d'aliments de qualité à des prix raisonnables, - le respect des souverainetés alimentaires régionales et des pays tiers.

Ce texte est annoncé comme une "réforme de la PAC" mais bien peu de choses changent en réalité. Pire le budget est en baisse alors que nous avons besoin de politiques ambitieuses en matière d'agriculture. Nous avons donc voté contre cette réforme de la PAC.



---

## POUR 2014 : DES VŒUX DE RESISTANCE, FRATERNITE ET SOLIDARITE!

A l'heure où les divisions, haines, inégalités et précarités croissent et s'installent un peu plus chaque jour dans nos sociétés, il apparaît plus que jamais nécessaire de formuler des vœux de résistance, fraternité et solidarité pour cette nouvelle année.

La mort de Mandela le 5 décembre, nous a rappelé l'importance des combats politiques et les victoires qu'ils peuvent engendrer afin notamment que la liberté, l'égalité et la paix prévalent sur la domination, les divisions et les guerres. N'oublions pas et continuons de réclamer avec force la libération de celui qui symbolise la défense du peuple et de la cause palestinienne Marwan Barghouti. Ayons aussi une pensée pour Fernand Tuil, animateur de l'Association de jumelage des camps de réfugiés palestiniens et des villes françaises (AJPF), décédé dernièrement. Ces hommes, épris de justice et luttant sans relâche pour l'émancipation humaine doivent nous guider.

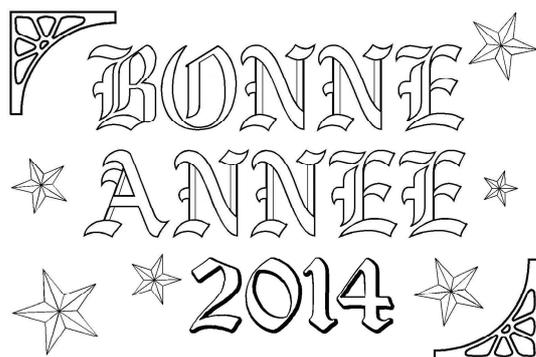
Nous avons besoin de nous remémorer la difficulté des luttes de tant d'êtres humains (personnes illustres ou simples anonymes), de leur confiance et de l'opiniâtreté qui les accompagnaient. Durant la seconde guerre mondiale, souvenons-nous de tous ces résistants qui ont mis leur vie en jeu et qui, par leur courage et abnégation, ont empêché que domine l'ignominie que représentait le nazisme. Ils nous ont ainsi fait prendre conscience que les humains, lorsqu'ils sont unis peuvent résister, lutter pour la liberté et vaincre.

Prenons garde en France aux relents d'antisémitisme ou de haine de l'autre qui prospèrent en ce moment dans les esprits. Les doctrines notamment professées par Diudonné et Alain Soral qui fleurissent sur internet sont dangereuses car elles trouvent un écho auprès de personnes en manque de repères et d'espérances. De même les propos xénophobes de l'extrême droite à l'encontre de Christiane Taubira ainsi que la stigmatisation des populations musulmanes par certains « cadres » de la droite doivent être sans cesse dénoncés car ils divisent la population et libèrent cette parole raciste. Des marches contre le racisme, à l'initiative d'associations de lutte contre le racisme et d'organisations syndicales, ont eu lieu un peu partout en France le 30 novembre. Le parti communiste était présent dans les cortèges.

Malheureusement même un homme politique, dit de gauche, a cédé à cette surenchère en pointant du doigt la population Rom. Ces thèses selon lesquelles l'autre serait vu comme nuisible, incapable de s'intégrer et considéré comme la cause de tous les maux de la société sont inacceptables. La théorie du « bouc émissaire » est connue en temps de crises ou à l'approche d'élections.

C'est bien le capitalisme financier, cause de tant d'inégalités et de souffrances, que l'on doit dénoncer et combattre. Une fois de plus le parti communiste et le Front de gauche étaient présents à la manifestation parisienne du 5 décembre demandant la taxation du capital et réclamant plus de justice fiscale. Des initiatives locales avaient été menées sur le même thème à Valence, Romans et dans d'autres villes du département.

Cet article est aussi l'occasion de formuler des vœux de joies, santé, bonheur et réussite à tous les citoyens qui travaillent à construire une société où l'humain est au centre, où la démocratie joue à plein et où les notions de paix, d'égalité et de justice dominent. Merci d'être porteurs d'alternatives progressistes et d'espoirs. Très bonne année à vous!



Remy GARNIER

## HISTOIRE : LA CONFÉRENCE DE WANSEE

Dans quelques jours, ce sera le 72<sup>ème</sup> anniversaire de la "Conférence de Wansee" tenue le 20 janvier 1942. Convoquée par Reinhart Heydrich. 15 dignitaires nazis y décidaient de la "solution finale", masquée sous le nom de Nacht Und Nebel (Nuit et Brouillard). Décision non rendue publique, consignée seulement dans un compte rendu rédigé par A Eichman, qui se concrétisa par la construction des camps d'extermination Auschwitz, Tréblinka, Maïdanek, Sobibor, Chelmo et Belzec, à ne pas confondre avec les camps de concentrations. En effet l'extermination par balles de millions de juifs (et de communistes) n'était pas rentable, psychologiquement pas supportable même pour les SS. Himmler lui même fit un malaise quand le sang d'un des 37711 juifs exécutés à Kiev lui avait giclé dessus.

Les Einsatzgruppen massacraient déjà depuis le début août 1941.

On observera que jamais ce rappel, pas plus que la victoire soviétique de Stalingrad par exemple ne sont marqués par les autorités françaises ou les grands médias. Dans le contexte politique français et européen on préfère avoir des citoyens ignorants.

Il serait sans doute désagréable de rappeler qu'un mois avant la conférence de Wansee (21/12/1941) la Lettonie avait été déclarée "Premier territoire européen Judenfrei " c'est à dire "libre de juifs", tous (ainsi que les communistes) ayant été tués par l'extrême droite lettone largement soutenus par la majorité de la population.

Signalons aussi que les autorités actuelles lettones fêtant chaque année, depuis 1992, le 1er combat des SS lettons contre l'Armée Rouge après le retrait des troupes hitlériennes le 25 mars 1945. La Lettonie est membre de l'Union Européenne , il faut pas fâcher!

L'organisation de l'ignorance historique, la joyeuse contribution française (Papon, Darquier de Pellepoix, la milice, la Division Charlemagne sur le "front de l'est" ....) étant peu rappelées, il ne faut pas être étonnés que des Dieudonné puissent proliférer.

Plus inquiétante est la participation de milliers d'individus aux meetings antisémites du dit personnage. Les déclassés -et les élites- qui haïssaient la démocratie au début des année 30 ne pensaient pas pouvoir aussi facilement passer à l'acte moins de 10 ans plus tard.

Or devenus SA , les meilleurs (la majorité) devenaient SS après la "nuit des longs couteaux", puis c'est parmi les plus déterminés, les plus fanatiques que furent recrutés les einsatzgruppen.



Jean Pierre Basset

NB Dieudonné présentant l'aspect physique de la mouvance taliban il n'est pas inutile de signaler le rappel par Marc Ferro (un livre publié en 2010) de la rencontre du 28 novembre 1941 entre le "Grand Mufti de Jérusalem" la plus haute autorité islamique de l'époque et Hitler. L'ennemi commun désigné était : "les juifs, les communistes et les anglais". Aujourd'hui, sans doute diraient-ils- "les occidentaux" à la place des "anglais".

# LA PROPOSITION DE LOI

## **Au cinéma, vive l'exploitation indépendante !**

***Menacés par l'extension continue des multiplexes, les cinémas Art et essai doivent être mieux protégés, comme le veut une proposition de loi déposée par Pierre Laurent au nom du groupe Communiste Républicain Citoyen.***

Envie d'une séance ciné ? Alors direction le multiplexe le plus près de chez vous... Depuis leur arrivée en France en 1993, ces supermarchés du cinéma attirent chaque année davantage de spectateurs, à tel point qu'aujourd'hui ils représentent une grosse majorité de la fréquentation en salle. Au détriment des cinémas indépendants, notamment ceux estampillés Art et essai. Si ceux-ci ont bien du mal à vivre, les multiplexes disposent d'une puissance économique qui leur permet de prospérer. D'autant que leur multiplication ne connaît quasiment pas de frein.

Dans la plupart des cas, la Commission départementale d'aménagement commercial autorise les nouvelles implantations, sans se soucier des effets dévastateurs qu'elles peuvent avoir sur les petites salles existantes. C'est pourquoi les signataires d'un « *manifeste pour une exploitation indépendante* », un appel initié en Seine-Saint-Denis, en particulier au Blanc-Mesnil, demandent une modification des règles d'implantation. Ces professionnels, associations, et municipalités impliquées dans la diffusion s'alarment « *du nombre important de multiplexes qui se sont créés ces dernières années, sans régulation politique réelle* », et s'inquiètent « *de la remise en cause à terme d'une politique publique de la diversité culturelle et de l'aménagement du territoire* ».

« *Prenant acte des changements profonds à l'œuvre dans le secteur de l'exploitation cinématographique, ils demandent, en conséquence, que soit redéfinie, dans la continuité des politiques publiques menées depuis 50 ans en matière de préservation de la diversité, une nouvelle politique apte à garantir la diversité des lieux de diffusion des œuvres cinématographiques.* »

C'est précisément l'objet de la proposition de loi déposée au Sénat par Pierre Laurent au nom du groupe CRC. Sans prétendre aborder tous les aspects du dossier, celle-ci soumet les nouvelles autorisations d'implantation au respect du critère de « *diversité des lieux de diffusion* ».

Les commissions départementales auraient donc l'obligation de tenir compte des conséquences d'une implantation sur la diversité des établissements de spectacles cinématographiques existants, et notamment le maintien des établissements de spectacles d'Art et Essai. Il s'agit, souligne Pierre Laurent, « *d'agir pour la préservation de la diversité culturelle. Les multiplexes concurrencent de manière profondément inégale les cinémas indépendants. En effet, ils ont de plus en plus tendance à se positionner sur les films Art et Essai à succès, et réduisent ainsi l'activité économique des salles indépendantes principalement classées Art et Essai. Pour autant, les salles indépendantes n'obtiennent pas de copies de certains films commerciaux. L'implantation massive de ces multiplexes risque donc à terme de remettre en cause une politique publique axée sur la diversité culturelle et l'aménagement du territoire. La concentration croissante de l'activité d'exploitation met en péril la diversité des salles de cinéma, inséparable de la diversité des œuvres proposées. Le risque est grand de voir s'opérer une véritable standardisation verticale, réductrice de la diffusion des films.* » Et de la culture des spectateurs.



Les salles indépendantes ont par ailleurs besoin, indiquent les sénateurs communistes dans la présentation de leur proposition de loi, d'un renforcement des moyens accordés au label Art et essai ; elles doivent aussi pouvoir diffuser en priorité les films entrant dans cette catégorie, notamment lorsqu'ils sont susceptibles d'attirer un vaste public...

Lu dans Initiatives

Journal du groupe Communiste Républicain et Citoyen au Sénat

---

## LA NOVLANGUE 2014

Notre ami Pierre Nicolas, nous a fait parvenir une étude détaillée de mots, de concepts. Ci-dessous quelques extraits:

Mais quel est ce langage qui envahit tous les esprits et les médias ?

Le vocabulaire est le véhicule de la pensée, celui qui maîtrise les mots maîtrise le raisonnement. Supprimer du vocabulaire des mots qui permettent de critiquer le système en place permet de supprimer la contestation. Comme ce n'est pas la langue du peuple, mais bien celle des décideurs, des politiciens, des médias et des publicitaires, je vous souhaite d'être vigilants en 2014 pour ne pas vous faire avoir par :

- **employabilité** ( contre le droit du travail )
- **flexisécurité** ( contre la sécurité de l'emploi )
- **consensus** ( c'est quoi la lutte des classes ? )
- **fracture sociale** ( ça se soigne ? )
- **Reconduite** ( toujours à la Frontière pour ne pas dire "expulsé" )
- **tolérance zéro** ( réservée aux petits délits : les truands de la Bourse ou des banques ont une tolérance à plusieurs chiffres )
- **Ethique** ( pour une morale de circonstance )
- **Réforme** ( pour casser des droits acquis )
- **rigueur ou redressements des comptes publics** ( à la place d'austérité )
- **Rolex** ( signe de réussite à laisser sans regret aux publicitaires )
- **néolibérale** ( dernier avatar du capitalisme pas du tout "néo" )
- **Retour sur investissement** ( au diable le profit )
- **"identité nationale"** ( rien à voir avec France terre d'accueil )
- **"cas social"** ( là, personne n'y peut rien )
- Vous aurez droit avec le PdG de TOTAL au **"massage" de la roche** pour l'extraction du gaz de schiste ( ce qui est quand même plus bien agréable que "fracture", non ? )
- **"valeurs universelles"** ( Plus ils en parlent, moins ils les vivent )
- **"Service public concurrentiel"** ( autre oxymore qui conduit à la mort lente du mot usager : on ne peut pas être à la fois usager et client ) ou des phrases du type :



**"Après consultation des partenaires sociaux nous lancerons une restructuration"** ( qui veut dire : On n'est bien obligé de se taper un comité d'entreprise avant de lancer des licenciements ) - et enfin si vous entendez à la radio ou à la télé **" il faut dire la vérité aux Français "**, installez vous et prenez notes pour débusquer les faux "réformistes" : ceux qui se montrent révolutionnaires ou modernes mais qui ne font qu'employer la **"vulgate néolibérale" : la langue de l'Empire** qu'ils manient régulièrement pour décrire les réalités de notre monde, langue parfaitement adaptée aux intérêts de l'oligarchie et de la finance ! ....pour ce qui est de vos intérêts à vous .....

Ouvrez l'œil ...ou plutôt ouvrez bien vos oreilles

**la novlangue vous invite à ne pas prendre la vie ...par les épines ! Vous devinez maintenant pourquoi ?**

# AGENDA




**"LA LAÏCITÉ EN ACTES ...  
POUR MIEUX VIVRE ENSEMBLE"**

**SAMEDI 25 JANVIER 2014  
de 9H30 à 16H30**

(réservation nécessaire : [laicite@urfoi-ra.org](mailto:laicite@urfoi-ra.org))

**Hôtel de Région**  
- Salle des colloques -  
1 Esplanade François Mitterrand  
69002-Lyon



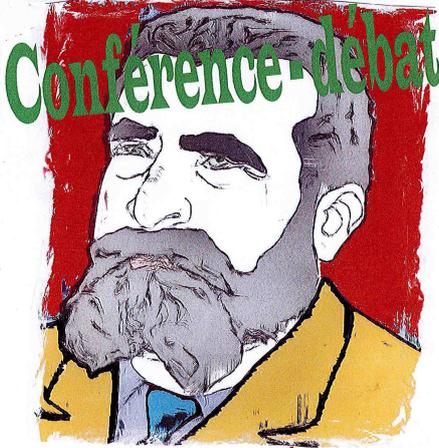
Journée organisée par l'URFOI Rhône-Alpes, la FOL 69 et le cercle Conforcet de Lyon



**CARREFOUR LAÏQUE D'AUBENAS**

**JEAN JAURES**

**Conférence-débat**



**Avec Jean-Pierre Fourré**  
Ancien Député  
Ancien Vice-Président  
de l'Assemblée Nationale

**Jeu**di 23 Janvier 2014 à 20 h30  
Centre Etienne Le Bournot à Aubenas

ardèche la région Rhône-Alpes

Libre participation aux frais Plus d'informations sur le site de la F.O.L. Ardèche : <http://fol07.com> Imprimé par nos soins

**MEDIATHEQUE Jacques et Aimé Bertrand**



**PROJECTION DU FILM**  
**Vendredi 24 Janvier**  
**à 18h30**  
**Entrée gratuite**

**Louis Aragon  
et Elsa Triolet  
en Résistance**

Présentation par Jean Sauvageon


 Médiathèque  
Jacques et Aimé Bertrand  
5 bis rue Victor Hugo  
04.75.23.75.94  
ANNEYRON

## Louis Aragon et Elsa Triolet en Résistance

Après s'être caché à Nice puis à Lyon après l'armistice de 1940, Louis Aragon et Elsa Triolet viennent se réfugier à Saint-Donat, dans la maison de Claire Bret, sous le nom d'Élizabeth et Lucien Andrieux. Du 1<sup>er</sup> juillet 1943 au 10 septembre 1944, ils poursuivent leur travail d'écrivains mais aussi participent activement à l'organisation de la résistance intellectuelle (écrivains, médecins, juristes, etc.) de la zone sud.



Ils sont reconnus par quelques rares personnes, dont le pharmacien dont ils deviendront les amis. C'est seulement à la Libération que les Donatien ont appris qu'ils côtoyaient depuis des mois un des plus grands écrivains du 20<sup>ème</sup> siècle. Ce sont des nouvelles écrites à Saint-Donat qui ont valu à Elsa Triolet le Prix Goncourt 1944.

C'est ce que révèle le film *Louis Aragon et Elsa Triolet en Résistance* par la voix de plusieurs témoins et à travers des textes des deux écrivains lus par des comédiens.

Hebdomadaire communiste édité par  
 "Les Amis des Allobroges"  
 10 rue Servan 26000 Valence  
 Directeur : Pascal Girard  
 Tél: 04.75.42.71.68 Télécopie: 04.75.43.31.56  
[www.pcfdrôme.fr](http://www.pcfdrôme.fr)  
 Et pour écrire [allobroges.drôme@laposte.net](mailto:allobroges.drôme@laposte.net)